

ALFRED REBOUX Propriétaire-Gérant

JOURNAL DE ROUBAIX

ALFRED REBOUX Propriétaire-Gérant

INSERTIONS:

Annances: la ligne... 20 c. Réclames: 30 c. Faits divers: 50 c.

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LÉGALES et JUDICIAIRES

Les abonnements et les annonces sont reçues à Roubaix, au bureau du journal, à Lille, chez M. QUARRÉ, Libraire, Grande-Place à Paris, chez MM. HAVAS, LAURENT, et C^o, 8, place de la Bourse; à Bruxelles, à l'OFFICE DE PUBLICITÉ.

Table with financial data: BOURSE DE PARIS, 21 OCTOBRE (Service gouvernemental), 3 0/0, 4 1/2, Emprunts (5 0/0), Actions Banque de France, Société générale, Crédit foncier de France, etc.

DEPECHES COMMERCIALES Service particulier du Journal de Roubaix. New-York, 22 octobre. Change sur Londres, 4.77; change sur Paris, 5.25

Depêches de MM. Schlagdenhauffen et C^o représentés à Roubaix par M. Bulteau-Dessaints: Havre, 22 octobre. Marché calme, ferme, très-ordinaire, 85; Orléans low 86, Georgie 84.

Depêches échangées à la Bourse de Roubaix. Liverpool, 22 octobre. Cotons: Ventes 12,000 b. Orléans 75/16. Repland 74 1/2.

ROUBAIX 22 OCTOBRE 1875.

Bulletin du jour

L'importance politique de l'entrevue de Milan semble fort amoindrie par l'absence de M. de Bismarck. En effet, le prince-chancelier est, dans l'opinion générale, la véritable personnification de l'empire d'Allemagne, et il représente, par dessus tout, la guerre entreprise contre le catholicisme.

Si l'on considère le choix de Milan, au lieu de Rome, pour l'entrevue des deux souverains, on est donc autorisé à penser que la politique de persécution poursuivie par M. de Bismarck subit en ce moment un échec.

Feuilleton du Journal de Roubaix DU 23 OCTOBRE 1875.

LE PARDON DU MOINE

PAR RAOUL DE NAVERY. XVII.

LA TORTURE. (Suite).

Rosalès disait la vérité, en affirmant que le duc d'Olivarès avait jusqu'à la fin employé son incontestable influence sur le Roi à obtenir de lui qu'il réprimât les vaines demandes des juges, avides d'en finir avec un procès qui menaçait de s'éterniser. Philippe IV, qui n'avait pu croire le vieux Herrera coupable du crime de fausse monnaie, en voyant la perfection d'une de ses toiles, refusait également de penser qu'Alonso Cano eût assassiné sa femme, en regardant la merveilleuse madone exposée par lui sur les marches de la cathédrale.

dans Rome en deuil ne fussent considérées partout comme un excès d'outrage envers la foi de deux cents millions d'hommes.

De dépit, M. de Bismarck s'est enfoncé à Varzin, simulat une sciatique, quand il souffre seulement d'une blessure d'amour-propre.

Le XIX^e siècle attaque avec une violence inouïe M. le ministre de l'instruction publique au sujet de la circulaire aux évêques sur le Domide salernum fac rempublicam. Et cependant M. Wallon, qui recommande aux prêtres de prier pour la république, est l'auteur principal de la constitution du 25 février, qui gardera son nom. « Hélas ! s'écrie avec la dernière violence M. About dans le XIX^e siècle, le destin de la France a permis que M. Wallon ne fût pas seulement un pauvre orateur, un pauvre écrivain et un pauvre politique, mais encore et surtout un pauvre homme.

Est-ce ainsi qu'un journal républicain devrait parler d'un ministre de la république et surtout de l'auteur de la constitution du 25 février? Nous sommes convaincu que M. Wallon n'a pas grand souci de ce que peut penser sur son compte M. About; il est au-dessus des appréciations de cet écrivain. Mais qu'on vienne encore nous parler de la modération d'une certaine presse et d'un certain parti. Ni M. Buffet, ni M. Wallon, pas même MM. Dufaure et Léon Say ne trouvent grâce auprès de l'opposition. Les membres du centre gauche, qui conservent des illusions sur le sort qui les attend dans l'avenir, n'ont qu'à voir comment on traite M. Wallon.

Le Discours de M. Thiers.

Le mot a été dit: c'est un testament politique. L'homme s'y révèle avec toutes ses contradictions, avec ses faiblesses, avec son orgueil. Il eut pu être grand, étant doué par la Providence de qualités qui font les grands hommes ou tout au moins les hommes qui tiennent une grande place dans l'histoire: il avait la faculté du travail, ce don précieux sans lequel toutes les autres qualités sont stériles; il avait la mémoire vaste, la parole facile, une santé vigoureuse, un tempérament sain exempt de ces passions fougueuses qui gaspillent les années de la jeunesse; la vivacité de l'esprit pour apprendre, pour retenir.

Cette organisation merveilleuse était dominée par une passion, l'ambition; mais elle était gâtée par le défaut de foi, par conséquent par le défaut de principes auxquels il put rattacher toutes les actions de sa vie. Ce n'est pas à dire que M. Thiers soit un athée, un matérialiste; non, il est déiste, il se dit spiritualiste. Au fond, il est sceptique, il est voltairien. La foi a toujours manqué: elle n'a point éclairé sa route, et il arrive au terme, nous révélant toutes les incertitudes, toutes les inquiétudes d'un esprit troublé, dévoyé, et s'obstinant dans l'impénitence finale.

M. Thiers se jette tête baissée dans la république: on dirait un voyageur épuisé, découragé par tous les déboires de la route, dégoûté des hommes et des choses, irrité d'avoir passé près du bonheur sans le toucher, ne voulant pas reconnaître ses erreurs, s'en réjouissant par orgueil, et entrant dans l'oubli

éternel, en jetant aux hommes une dernière bravade, un suprême affront. Est-il donc républicain? Sa vie et ses écrits protestent contre cette profession de foi in extremis. Aristocrate par les goûts, par les jouissances de l'esprit, mais bourgeois par naissance, il fut essentiellement autoritaire, ennemi de la démocratie. Quand il faisait fusiller les démocrates de la rue Transnonain, ou quand il refusait, sous l'Empire, de faire des concessions aux démocrates parisiens, ses électeurs, il affirmait son dédain pour ce que, dans un jour de sincérité, il appela la vile multitude. Il ne voulait faire la république que pour en être le chef, de même qu'il voulait gouverner sous la monarchie de Juillet, qu'il contribuait tant à renverser, parce qu'il avait été lui-même renversé du pouvoir, de même qu'il contribua à l'élection de Louis Napoléon à la présidence, parce qu'il espérait être, sous lui, premier ministre et le vrai chef du gouvernement. L'appât du pouvoir fut toujours sa seule doctrine; il remplaça pour lui la foi, les principes, les convictions.

Aujourd'hui encore, l'âge n'a pas diminué son appétit; mais il a ôté à l'esprit la lucidité qui fit la force, la renommée de cet homme. Il n'a point de scrupule, et met la main sur le radicalisme, espérant s'en faire un instrument de domination. Elu par les conservateurs dans une heure de désarroi national, infidèle à la mission qu'il en avait reçue, il espère s'imposer encore à eux en s'appuyant sur leurs pires ennemis.

Quels sont donc ces hommes que M. Thiers recommande aux chefs du pouvoir, avec le concours desquels il se flatterait de gouverner s'il redevenait lui-même chef du pouvoir? ne sont-ce pas les amis de ceux qui brûlèrent sa maison, dont il serait la première victime si l'heure de la revanche de la Commune sonnait un jour? Ne sont-ce pas ceux dont son ministre et ami, parlant au nom du gouvernement, repoussait l'alliance dans la séance du 23 mai 1873; il faut citer les paroles de M. Dufaure:

« Je dis que le gouvernement les repousse; je dis que le gouvernement les condamne, qu'il les regarde comme incapables de fonder une société régulière... (Légers interruptions à droite.) » « Si quelqu'un conteste ce que j'ai dit... (Non! non! Continuez! continuez!) » « Il les regarde, je le répète, pour que ma pensée soit bien comprise, il les regarde comme incapables de fonder une société régulière. Je suis convaincu que, du jour où elles viendraient à triompher légalement, il n'y aurait plus ni ordre, ni sécurité, ni garantie pour aucun droit, et qu'il n'y aurait autre chose en France qu'une liberté absolument égale du mal et du bien, tempérée très-souvent par un despotisme sans limite, sans frein. Voilà quelle est mon opinion sur les doctrines radicales. (Mouvement prolongé en sens divers.) » « Et si, après avoir lu notre programme, si, après nous avoir entendus, on persiste à nous accuser d'équivoque, à nous reprocher de quêter l'appui du radicalisme et de compter sur son alliance pour gouverner, ce ne

serait plus seulement notre raisonnement, c'est notre honneur qu'on mettrait en doute. (Approbation à gauche.) » « C'EST POUR COMBATTRE LE RADICALISME QUE NOUS VOULONS LA RÉPUBLIQUE. » Voilà comment M. Thiers, chef du pouvoir, flétrissait les radicaux; nous voyons avec douleur comment il parle aujourd'hui des mêmes hommes devenus ses alliés, ses admirateurs, ou quand il refusait, sous l'Empire, de faire des concessions aux démocrates parisiens, ses électeurs, il affirmait son dédain pour ce que, dans un jour de sincérité, il appela la vile multitude. Il ne voulait faire la république que pour en être le chef, de même qu'il voulait gouverner sous la monarchie de Juillet, qu'il contribuait tant à renverser, parce qu'il avait été lui-même renversé du pouvoir, de même qu'il contribua à l'élection de Louis Napoléon à la présidence, parce qu'il espérait être, sous lui, premier ministre et le vrai chef du gouvernement. L'appât du pouvoir fut toujours sa seule doctrine; il remplaça pour lui la foi, les principes, les convictions.

serait plus seulement notre raisonnement, c'est notre honneur qu'on mettrait en doute. (Approbation à gauche.)

Le respect de la femme

Nous avons publié hier une remarquable lettre de M. Le Play. M. F. Le Play pose la question du respect de la femme sur un terrain inattaquable. L'absence de protection dans la loi en faveur des femmes nuit particulièrement aux pauvres; elle porte d'énormes ravages dans les familles du peuple, et devient une source, hélas! trop féconde de désordres et de haines antipatriotes. Depuis la Révolution, un grand cri domine les revendications des socialistes: ce cri demande que les filles de la classe ouvrière ne soient point à la merci de la richesse. Les hommes qui se préoccupent de la question sociale, — M. Le Play le montre dans son éloquent livre, — doivent placer en tête de leur programme la question du respect de la femme. N'est-ce pas ce respect qui est le fond des mœurs? N'est-ce pas encore de ce respect que dépend l'accroissement ou la diminution de la population?

« Je dis que le gouvernement les repousse; je dis que le gouvernement les condamne, qu'il les regarde comme incapables de fonder une société régulière... (Légers interruptions à droite.) »

« Si quelqu'un conteste ce que j'ai dit... (Non! non! Continuez! continuez!) » « Il les regarde, je le répète, pour que ma pensée soit bien comprise, il les regarde comme incapables de fonder une société régulière. Je suis convaincu que, du jour où elles viendraient à triompher légalement, il n'y aurait plus ni ordre, ni sécurité, ni garantie pour aucun droit, et qu'il n'y aurait autre chose en France qu'une liberté absolument égale du mal et du bien, tempérée très-souvent par un despotisme sans limite, sans frein. Voilà quelle est mon opinion sur les doctrines radicales. (Mouvement prolongé en sens divers.) » « Et si, après avoir lu notre programme, si, après nous avoir entendus, on persiste à nous accuser d'équivoque, à nous reprocher de quêter l'appui du radicalisme et de compter sur son alliance pour gouverner, ce ne

serait plus seulement notre raisonnement, c'est notre honneur qu'on mettrait en doute. (Approbation à gauche.)

« Je dis que le gouvernement les repousse; je dis que le gouvernement les condamne, qu'il les regarde comme incapables de fonder une société régulière... (Légers interruptions à droite.) » « Si quelqu'un conteste ce que j'ai dit... (Non! non! Continuez! continuez!) » « Il les regarde, je le répète, pour que ma pensée soit bien comprise, il les regarde comme incapables de fonder une société régulière. Je suis convaincu que, du jour où elles viendraient à triompher légalement, il n'y aurait plus ni ordre, ni sécurité, ni garantie pour aucun droit, et qu'il n'y aurait autre chose en France qu'une liberté absolument égale du mal et du bien, tempérée très-souvent par un despotisme sans limite, sans frein. Voilà quelle est mon opinion sur les doctrines radicales. (Mouvement prolongé en sens divers.) » « Et si, après avoir lu notre programme, si, après nous avoir entendus, on persiste à nous accuser d'équivoque, à nous reprocher de quêter l'appui du radicalisme et de compter sur son alliance pour gouverner, ce ne

qu'un jour, grâce à de tels efforts, notre pays reviendra à l'état où il était quand l'Europe nous prenait pour modèle.

CHRONIQUE

On annonçait hier la mort d'un des plus grands physiciens de l'Angleterre, sir Charles Wheatstone. Sir Charles Wheatstone était membre correspondant de l'Institut de France: il faisait partie de l'Académie des sciences. C'est à lui que l'on doit la mise en pratique de la télégraphie électrique et les derniers perfectionnements expérimentés en ce moment sur la ligne de Marseille (la transmission sur le même fil de dépêches expédiées en sens inverse). Sir Charles Wheatstone avait été juré à l'exposition universelle de 1855, il était chevalier de la Légion d'honneur depuis cette époque. Il est inventeur du stéréoscope. Le corps de sir Charles Wheatstone, que le docteur Gannal a embaumé aujourd'hui, devait être transporté immédiatement en Angleterre; mais M. Dumas, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, a demandé, au nom de l'Institut, qu'il fût sursis à l'enlèvement du corps, afin que l'Académie puisse rendre les derniers honneurs à ce savant. Cédant à ses sollicitations, la famille a décidé qu'un service aurait lieu jeudi à deux heures très-précises, à la chapelle anglaise de la rue d'Aguesseau.

La question de cabinet sera la première étape parlementaire. Cette question ne sera point posée ni résolue dans un scrutin sur le mode de votation, mais dans un scrutin sur la priorité à accorder à la deuxième délibération sur la loi électorale ou à la troisième délibération sur la loi d'organisation municipale.

Le cabinet offre la bataille... M. Caillaux, ministre des travaux publics, est, comme on sait, un des ministres dont la presse opposante s'applique à mettre « le libéralisme » en parallèle constant avec « l'esprit réactionnaire » de M. Buffet.

Il faut croire que, dans l'opposition, on a plusieurs poids et mesures, car la situation électorale de M. Gaillaux est aujourd'hui menacée vigoureusement dans la Sarthe par ceux mêmes qui feignent de le caresser à Paris. Un journal local a, si nous sommes bien renseignés, été fondé tout exprès pour le combattre, par un député radical qui n'appartient même pas au département.

Plusieurs membres du centre gauche, et des plus en vue, ayant à choisir d'être portés sur les listes républicaines ou d'avoir une place sur les listes conservatrices, viennent d'opter pour ces dernières. Dans quelques jours, nous pourrions sans doute citer des noms.

On signale un réveil appréciable de l'opinion conservatrice dans plusieurs régions de province, notamment dans le centre. Ces quinze derniers jours auraient vu se produire des tentatives nombreuses, souvent couronnées de succès, pour amener une entente entre les représentants divers de cette opinion et l'on cite même des départements où la liste électorale (législative) aurait pu être presque entièrement arrêtée dans les meilleures conditions de succès.

M. Rouher a prononcé un discours violent à Ajaccio contre tous les partis, et particulièrement contre les orléanistes, qu'il accuse d'encombrer toutes les avenues conduisant au pouvoir.

D'un autre côté, pressenti par des amis du prince Napoléon, si un rapprochement était possible avec Chislehurst, M. Rouher aurait répondu que le prince impérial étant majeur, c'est à lui seul qu'il appartient de répondre. On dit que le prince Napoléon consentirait à écrire une lettre de nomination au prince impérial; nouvelle qui a grand besoin de confirmation.

On nous communique, dit la Gironde, une lettre de faire part annonçant le mariage légal de M. P. F. Junqua, docteur de l'Église de la Liberté, avec Mlle Placide-Louise Cabert, rentière, résidente à Bruxelles. Il s'agit du trop fameux abbé Junqua, qui fut condamné à deux ans de prison pour les Mystères d'un Evêché, publiés dans la Tribune de Bordeaux, en collaboration avec le chanoine Mouis.

Les nouvelles qui nous parviennent de diverses régions du Midi, où se terminent en ce moment les grandes manœuvres des troupes appartenant aux circonscriptions militaires de Marseille, Montpellier, Toulouse, et Bordeaux, nous autorisent à dire que là comme dans l'Ouest et dans le centre, l'appel des réservistes et l'entraîn des régiments ont répondu à tout ce qu'on pouvait désirer d'une première épreuve.

On lit dans le Moniteur universel: « Des renseignements précis, qui nous sont fournis par des témoins oculaires, nous permettent d'affirmer que, quoi qu'en disent les feuilles dévouées à l'ex-président de la République, le discours de M. Thiers n'a produit aucune émotion ni à Arcachon, ni dans la Gironde; que le banquet offert à l'ex-président n'a donné lieu à aucune réjouissance publique ni à aucune illumination, et qu'à l'exception des deux cents convives de M. Degacheon personne ne s'est occupé à Arcachon de ce festin ultra-républicain. »

Le ministre de l'instruction publique informe les recteurs qu'il a prorogé jusqu'à la fin de la session de novembre, prochain le délai après lequel la décision des épreuves du baccalauréat ès-lettres deviendra obligatoire. Les candidats pourront donc encore cette fois subir sans autorisation spéciale l'examen du baccalauréat en une seule épreuve et dans les conditions fixées par l'ancien règlement.

On écrit le 19 de Berlin à la Gazette de Cologne que la princesse Frédéric-Charles a l'intention de se rendre à Rome avec ses deux filles lorsque l'empereur d'Allemagne aura quitté Milan.

Nous avons publié le récit d'une aventure dont un fou furieux, nommé Leprière, a été le triste héros à Saint-Omer. Cet homme ayant blessé un soldat, on fut obligé de tirer sur lui pour en avoir raison.

De la grande colère de la République française, qui trouve tout naturel qu'on mette à mal les soldats, mais qui s'indigne de voir ceux-ci se défendre et riposter. « L'aventure de Saint-Omer, dit-elle, exige des explications et nous espérons qu'elles seront données. »

gnard de l'assassin. Le génie d'Alonso restait son unique défense. D'ailleurs, pour combattre les demandes des juges les exigences des tribunaux, Philippe IV avait son protecteur infatigable. D'Olivarès tenait à lui comme à un frère, à un enfant. Mais quand le ministre, le favori dont la puissance avait failli discréditer Philippe IV, fut complètement perdu dans la pensée du monarque, quand il trouva le duc de San-Lucar d'autant plus ingrat qu'il l'avait élevé plus haut, le Roi d'Espagne enveloppa dans une égale défaveur, tous ceux qui avaient servi l'ancien favori, ou avaient reçu des témoignages de son affection.

Rosalès, à l'affût de la première occasion qui pourrait lui permettre de prendre à Alonso une vie déjà si misérable, ne manqua pas de courir chez Philippe IV dès qu'il apprit la ruine du crédit d'Olivarès, et de lui demander des ordres, afin d'en terminer avec le procès d'Alonso Cano. — N'est-il point fini? demanda le Roi. — Le duc d'Olivarès protégeait fort Alonso. Le Roi fronça les sourcils. — Vous n'avez aucune preuve contre cet artiste? demanda-t-il? — Aucune. — Renvoyez-le absous, alors.

— Il reste auparavant une formalité à remplir.

— Remplissez-la, dit brièvement Philippe IV, et qu'on ne m'en parle plus.

— Il sera fait suivant le désir de Votre Majesté, dit Rosalès, et pour cela il manque une seule chose à ce parchemin...

— Laquelle?

— Votre signature.

— Le Roi parcourut rapidement le parchemin des yeux.

— La torture! fit-il, la torture!

— C'est la loi, dit froidement Rosalès.

— Pas cela! non, pas cela! N'est-il pas de moyens plus doux?

— Ils ont tous échoué, sire...

— Eh bien! puisqu'il n'y a plus de preuves manquant, renvoyez-le...

— Et avec lui sans nul doute tous les misérables emplissant aussi les cachots, et niant comme Alonso leur culpabilité?

gnole, je ne peux pas, je ne peux pas signer...

Rosalès s'inclina avec une affectation de soumission.

Dois-je prévenir le ministre que Votre Majesté ordonne l'élargissement de tous les prisonniers...

— Non: Rosalès, non! En vérité la responsabilité qui pèse sur moi m'épouvante... Se montrer trop indulgent envers les criminels, n'est pas mieux comprendre les intérêts de la justice que d'être sans pitié pour les malheureux... Allons! souvenons-nous que le titre de don Pédre à la renommée fut de s'appeler le Justicier...

Rosalès, si vous ne pouvez soustraire Alonso à cette loi dont je maudis la rigueur, employez du moins avec Alonso tous les ménagements de la pitié...

Tentez un dernier effort pour obtenir un aveu... Je lui enverrai mon propre confesseur... Enfin, si son corps doit souffrir, afin que l'aveu de son crime s'échappe de ses lèvres, je défends, entendez-vous, je défends d'une façon formelle, absolue, que l'on touche à la main droite d'Alonso, cette main que j'ai pressée et qui a créé d'immortels chefs-d'œuvre!

Philippe IV couvrit ses yeux de sa main et poussa un gémissement.

Quand il releva la tête, Rosalès était

parti emportant l'ordre de soumettre Alonso à la torture.

Le juge qui tenait enfin sa vengeance ne voulut perdre ni une heure ni une minute; il craignait une révocation de l'ordre du roi, une démarche de Gaspardo Rolla pour sauver l'artiste de la torture.

Rosalès le croyait-il coupable? Ce secret restait entre lui et Dieu; mais ce dont il se tenait pour sûr, c'est qu'innocent ou criminel, Alonso ne sortirait de cette terrible épreuve que brisé dans ses membres et flétri dans son honneur.

En apprenant cette nouvelle, transmise par le juge avec une froideur masquant à peine une joie cruelle, Alonso Cano rappela dans son âme le courage qui naît de l'innocence; il roidit ses muscles pour se sauver des défaillances de la chair, et se levant du sol il resta un moment debout, fixant sur Rosalès un regard dont l'éclat fit baisser les yeux du misérable.

— Je suis prêt, dit-il.

Rosalès fit signe aux porteurs de torches de sortir du cachot, et une minute après Alonso accompagné du gardien, monta l'escalier en vis allant de son cachot à d'autres chambres souterraines.

Nous avons dit que la prison d'Alonso se trouvait à l'extrémité de la

spirale en entonnoir descendant jusqu'aux entrailles de la terre. Il put donc gravir plus de cent marches sans se trouver encore au niveau du sol. Un vaste carré sur lequel s'ouvraient deux portes se trouvait à l'extrémité du premier. Un second commençait en face.

Ce fut la porte placée à gauche qu'ouvrit le gardien. Les soldats y poussèrent Alonso Cano.

Quant à Rosalès, à peine l'eut-il franchie qu'il disparut ainsi que le scribe qui venait d'enregistrer les réponses de l'accusé.

D'abord Alonso ne distingua rien. Il eut seulement la sensation de pénétrer dans une salle immense. Lui qui habitait un cachot depuis quatre mois, il comprit à la circulation de l'air que la pièce était vaste, haute et voûtée. Les torches des soldats jetaient à peine des lueurs tremblotantes, des hommes habillés de cuir les prirent de leurs mains et les soldats sortirent.

Alonso éprouva un frémissement de terreur.

Ces soldats étaient des hommes. Il avait conscience qu'autour de lui il ne restait plus que des bourreaux.

La voix de Rosalès s'éleva à quelque distance, et cependant, en tournant la tête, il fut impossible à Alonso de l'apercevoir.

Presqu'au même moment un reflet